

Interview : Maud BIGOT, coordination des professionnels de l'urgence sociale

Assistante sociale de formation, Maud Bigot, exerce dans un service d'urgence sociale de la Région Lyonnaise ; Pour elle, l'urgence sociale est un secteur passionnant où il convient constamment d'inventer dans sa pratique pour travailler le lien afin de tenter de « faire renaître la vie et de l'envie là où il n'y en avait plus ». Il s'agit souvent de « prendre soin des personnes pour qu'elles parviennent ensuite à prendre soin d'elles-mêmes de manière autonome ». Son engagement vise à faire entendre la parole de ceux qui ne peuvent la prendre, tant ils sont cassés par leurs conditions d'existence. Il est aussi un moyen de faire face collectivement au sentiment d'impuissance qu'on a chaque jour lorsqu'il devient impossible faute de solution, d'effectuer les missions confiées (mise à l'abri, prendre soin, construction de projets.).

La coordination existe depuis environ un an. Deux axes sont travaillés simultanément : Faire entendre la parole du terrain dans un certain nombre d'instances et aussi mener des actions lorsque les situations sont criantes.

Le préfet Régnier, délégué général pour la coordination de l'accès au logement et de l'hébergement des personnes sans abri ou mal logées, a accepté le principe de la participation de la coordination au comité national de refondation du dispositif national d'hébergement et d'accès au logement.

Sur le terrain, après une première mobilisation en mars dernier qui a réuni les professionnels de 5 villes, les actions de l'été ont pris plus d'ampleur. En effet, les professionnels de 35 départements se sont impliqués dans la grève du 2 août ; Malgré ce déploiement d'énergie, le collectif n'a pas été reçu par Benoist Apparu, secrétaire d'Etat chargé du logement.

Aujourd'hui, plusieurs réseaux s'organisent par rapport à l'urgence sociale et l'hébergement notamment à Lyon mais aussi à Paris, Toulouse, Nantes... A Paris, les mobilisations se sont poursuivies et le rassemblement organisé le 3 Septembre pour défendre le droit au logement et à l'hébergement a été très bien suivi.

L'attente est donc forte en cette rentrée et il est peu probable que les assises régionales proposées par le gouvernement suffisent à apporter de véritables solutions.

Les métiers dans la tourmente. par Michel Chauvière

Les métiers vont mal, les professions doutent d'elles-mêmes. L'avenir serait au marché individuel des compétences et à la bonne gestion des ressources humaines, DRH à la clé. Ils sont nombreux pourtant ceux qui disent : « Nous ne sommes pas une ressource humaine, nous sommes des gens de métier, nous avons des compétences qu'on ne peut évacuer, en y substituant à peu près n'importe quoi, sous prétexte d'emploi ».

La situation est grave dans tous les métiers de la relation, tous les métiers placés là où le « vivre ensemble » et la démocratie sont en jeu, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la santé, de la justice, de la presse, de l'éducation populaire, de la culture, des services sociaux..., à vrai dire partout où des humains rencontrent d'autres humains pour des échanges d'intérêt apparemment individuel mais inséparable de l'intérêt général !. Le travail social n'échappe pas à cette lame de fond qui emporte tout et fait craindre un grave collapsus.

Les lieux de formation subissent eux-aussi de plein fouet le nouvel obscurantisme qui ne connaît du savoir que ce qui s'affiche, se capitalise, se vend, s'évalue, s'investi. Rien sur les énigmes qui persistent, elles sont pourtant nombreuses dans le champ social. Rien non plus sur l'activité réflexive, la gestion des incertitudes, l'écriture individuelle et collective.

Il faut dire que le social n'est même plus le social. Il est devenu un amas de règles administratives et de bonnes pratiques, sous contrôle électronique, assorti d'un discours manichéen sur le bien et le mal. Comment faire encore métier dans ces conditions ? Comment rester des travailleurs sociaux debout ?

Il est grand temps non seulement de reprendre la parole, mais aussi de libérer les espaces de pratiques et de formation pour défendre la qualité professionnelle, contre les standards essentiellement financiers. Le social est à ce prix. Les usagers ne nous le pardonneraient pas.

Un écho parmi d'autres à l'appel à « prendre la parole »

L'association **L'Entraide Universitaire** "constatant, l'instrumentalisation accrue, par la Puissance publique, des associations gestionnaires en charge d'une mission d'intérêt général et d'utilité sociale" fait savoir qu'elle souhaite organiser des "Etats Généraux du secteur médico-éducatif, social et sanitaire avec l'ensemble des partenaires sans exclusive. La rédaction d'un "cahier de doléances républicaines" en est l'un des objectifs majeurs.

Contact: Tél. 01 40 47 93 00 - Courriel: accueil@eu-asso.fr

L'été chaud de l'urgence sociale

par Annie Rouffet

La météo morose de cet été n'a pas tempéré les ardeurs militantes dans les services d'urgence sociale : avec la démission, annoncée le 20 juillet, de Xavier Emmanuelli, président fondateur du Samu social, l'ambiance était à l'indignation dans les rangs des travailleurs sociaux et médico-sociaux. Fait rare, la mobilisation était à son comble en pleine période de vacances !

Après quelques actions menées en Juillet, le temps fort de l'été fut le mouvement de grève du 2 août dans les services d'urgence sociale, appelé par la coordination nationale de professionnels de l'urgence sociale et soutenu par la FNARS. A Paris, les salariés du Samu social se sont rassemblés sur un campement de familles sans logement, square Boucicaut. Ensemble ils ont ensuite marché vers le ministère du logement.

Une lettre ouverte à Nicolas Sarkozy, publiée dans Libération, au début du mois d'août a été signée par les salariés répondant au 115 et les équipes mobiles de 31 départements.

« Monsieur le Président, vous aviez dit 0 SDF... »

Dans ce courrier, les restrictions budgétaires drastiques sur l'hébergement sont dénoncées. Ces dernières condamnent des personnes à la rue et contredisent les promesses électorales du Président. Selon les professionnels, la politique du « logement d'abord », proclamée par le gouvernement met la charrue avant les bœufs, oubliant de développer les places de logement avant de réduire celles de l'hébergement. De plus, cette politique ignore l'accompagnement social nécessaire à nombre de personnes en difficultés. Elle applique une logique comptable à court terme alors qu'il faudrait considérer toutes les dimensions des situations.

Les professionnels de l'urgence sociale dénoncent la non application d'un droit fondamental et l'écart grandissant entre la souffrance sociale et les moyens mis en œuvre pour y répondre.

Travailleurs invisibles au service des invisibles

Il est une autre souffrance qui s'exprime dans cette prise de parole. Celle de travailleurs sociaux invisibles au service des invisibles de notre société : l'accompagnement social est oublié avec ceux qui en ont la charge.

Les travailleurs sociaux vivent une situation impossible, un empêchement de mener à bien leur mission, d'exercer leur métier : Une étude de la FNARS publiée en Juillet montre que 65% des personnes s'adressant au Samu social pour un hébergement restent sans solution et que les trois quarts des parents avec enfants sollicitant le 115 reçoivent une réponse négative. La Fnars souligne :

"Les services d'urgence sont amenés à trier les personnes sans abri, à refuser d'accueillir des familles et à réduire leurs services. Ces contraintes placent les travailleurs sociaux dans des contradictions insupportables".

Les mouvements militants de l'été, s'ils sont passés un peu inaperçus doivent être relayés, amplifiés, car s'il est une voie, c'est celle de la défense de ce qu'il y a d'humain dans notre système social.

Des assises interrégionales ont été proposées, sous la pression, par le gouvernement qui s'est, par ailleurs, engagé à recevoir les associations à la rentrée.

Dans une interview donnée au moment de sa démission, Xavier Emmanuelli dit « Je suis plein d'espoir, parce qu'il y a toujours des mecs qui se lèvent et qui disent NON ».

Avec nos collègues de l'urgence sociale, c'est à nous, travailleurs sociaux de nous en montrer capables...

« OCTOBRE du Travail Social »

De multiples initiatives déjà associées :

- **La FSU 93**, à l'initiative de sduclias93 section CG93. Journée de réflexion sur le thème « Fichiers administratif, évaluations quantitatives et travail social, histoire d'une incompatibilité » le **14 octobre** de 9h à 17h au CIG, Centre Interdépartemental de Gestion « petite couronne » de la Fonction publique territoriale, 157, avenue Jean Lolive, Pantin. Contact : sdu93-fsu@cg93.fr - 01.43.93.91 72
- **Travail Social en Crise, collectif de travailleurs sociaux de Rhône Alpes**. **Jeudi 20 octobre** une rencontre sur le thème "pédagogie et travail social". Nombreux invités autour de Laurent OTT. Site: <http://www.droits-sociaux.fr>
- **L'APPEL DES APPELS (ADA)**. Grande journée de réflexions et de débats, le **samedi 22 octobre** de 9h à 18h à la Bourse du Travail de Seine Saint-Denis. **AMOUR DU MÉTIER : COMMENT REDONNER DE LA VALEUR AUX LUTTES SOCIALES ET CULTURELLES ?** - Nombreux invités dont Robert Castel et Vincent de Gaulejac (sociologues), Robert Gelli (magistrat) site : <http://www.appeldesappels.org>
- **RipOstes, collectif de travailleurs sociaux et médico-sociaux du Limousin** vous propose de nombreux RV (vendredi 7 octobre, le jeudi 13 octobre, le samedi 22 octobre, le samedi 29 octobre) Informations sur leur site : <http://riposte2010.over-blog.com>
- **V.A.C.O.A** , nouveau collectif réunionnais du champ social et médical (Valorisation des Actions Citoyennes pour Oser Avancer) constitué en association , dont l'un des objets sera de lancer dès octobre une revue du champ social et médical, laquelle donnera toute sa place à la liberté d'expression : qu'elle vienne des usagers autant que des professionnels.. Plusieurs actions également en préparation.
- **La NAJE** compagnie de Théâtre de l'Opprimé vous invite le week-end du **15 et 16 octobre** à Montreuil (93100) pour deux rencontres sous forme de théâtre forum sur le thème "le démantèlement des services publics"
- **Le CNLAPS Comité national de liaison des associations de Prévention spécialisée**, organise le **6 et 7 octobre** à St Etienne une grande rencontre sur le thème "Eduquer c'est aussi prévenir la délinquance". Pour plus d'information : Site: <http://www.cnlaps.fr/>
- **ÉDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS, UNE RECHERCHE D'EQUILIBRE DANS LA CONSTRUCTION DE SON EXPERTISE**. **La FNEJE**, Fédération Nationale des Éducateurs de Jeunes Enfants, organise les **12, 13, 14 octobre** à Tours, trois journées de réflexions et de formation autour des axes suivants : accompagner, coordonner, transmettre une qualité de travail éducatif ; du risque de l'épousé au bien-être du travail ; faire sens pour soi, pour l'autre. Informations: <http://www.fneje.fr> ETC...

Détails sur notre blog : <http://octobre-du-travail-social.blogspot.com>